



Contact presse : Claire.REBOISSON@mairie-creil.fr

Communiqué de presse

Creil le 20 décembre 2023

Loi immigration : la droite républicaine a perdu sa boussole.

Ce mardi 19 décembre, le Parlement a définitivement adopté le projet de loi immigration. Ce vote arraché par la Macronie s'est fait au détriment de nos valeurs humanistes, pour mieux séduire la droite et l'extrême-droite. Aujourd'hui, je souhaite condamner avec les élus de la majorité ce reniement républicain. Creil ville solidaire, Creil ville accueillante et Creil ville internationale, ne peut et ne pourra jamais accepter ce reniement.

Lors de notre dernier Conseil Municipal du 11 décembre, nous avons déjà voté avec force une motion exprimant notre refus du projet de loi immigration, exigeant sa suppression. Alors même que nos députés votaient pour une motion de rejet, nous souhaitions condamner ce projet de loi inhumain, véritable renoncement aux valeurs républicaines que nous portons.

Ce soir-là, nous n'imaginions pas que la Macronie et la droite feraient pire dans le compromis, pire dans l'indigne. La minorité présidentielle a cherché à tout prix à rallier les voix de droite et d'extrême-droite, jusqu'à devenir une majorité du déshonneur.

Elle a ainsi cédé, jusqu'à renier l'article 1^{er} des Droits de l'Homme et du Citoyen : « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits.* ». Mais comment parler d'égalité lorsque le droit du sol est remis en cause, ouvrant la voie au droit du sang si cher à l'extrême-droite ? Comment parler de liberté, quand on tolère la déchéance de nationalité et le durcissement du regroupement familial ? Comment ne pas s'inquiéter pour notre Constitution, quand le concept de préférence nationale s'immisce dans les esprits au détriment d'un accès égal aux droits ?

Ce texte marque un tournant, une perte de notre boussole républicaine. Teinté d'hypocrisie, il laisse croire à nos citoyens qu'il aura un impact sur l'immigration clandestine, de personnes pourtant déjà désespérées au point de risquer leur vie en Méditerranée. Il impactera concrètement des personnes travaillant en France dans nos métiers en tensions, qui contribuent à l'effort national, mais qui devront faire face à des refus dans leurs demandes d'allocations.

Aujourd'hui, nous souhaitons collectivement dénoncer ce projet de loi et ses conditions de vote : face à l'indigne, nous n'oublierons pas nos valeurs, et le combat que nous devons continuer de mener afin que chaque être humain soit respecté.

Jean-Claude Villemain, maire de Creil